

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 04 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06 juillet 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXIA

ZI Route de l'Industrie
73540 Esserts-Blay

Références : 20230706-RAP-InspectionAxia-Pouget-EB
Pièce jointe : Annexe - Planche photographique
Code AIOT : 0006104343

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06 juillet 2023 dans l'établissement AXIA implanté ZI Route de l'Industrie 73540 Esserts-Blay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite inopinée visait à refaire le point sur la thématique incendie de l'établissement AXIA Pouget en présence de représentants du SDIS, à la demande du sous-préfet d'Albertville. La visite a également été mise à profit pour examiner à nouveau certains des points de contrôle de la visite du 19 octobre 2022, en tenant compte des éléments adressés par l'exploitant postérieurement à la transmission du rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXIA
- ZI Route de l'Industrie 73540 Esserts-Blay
- Code AIOT : 0006104343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral du 4 février 2003, la société AXIA (établissements POUGET) a été autorisée à exploiter sur les communes d'Esserts-Blay et de La Bâthie un centre de tri, transit et regroupement de déchets.

Un arrêté préfectoral du 1er octobre 2015 a actualisé les prescriptions applicables aux activités, exercées sur les seules parcelles localisées sur la commune d'Esserts-Blay.

Par ailleurs, la société AXIA dispose de l'agrément n° PR7300016D d'exploitant d'un centre VHU par arrêté préfectoral complémentaire du 14 janvier 2013 et de l'agrément n° PR7300016B pour l'activité de broyage de VHU délivré par arrêté préfectoral complémentaire du 1er octobre 2015.

De plus, l'arrêté préfectoral du 18 août 2022 impose des prescriptions complémentaires aux activités de la société Axia Pouget.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécurité incendies
- Stockage des déchets non-conformes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées	Proposition de délais
1	Groupe motopompe	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 6.5.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Plate-forme de pompage	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 6.5.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 6.1.7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Maintenance et vérification périodique des équipements	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 6.5.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Accessibilité des services de secours	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 6.3.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 jour
7	Eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.6.1-III	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.2.5	Sans objet
9	Entreposage des déchets non conformes	AP de Mise en Demeure du 03/08/2022, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite en présence des sapeurs pompiers d'Albertville a permis de faire un point sur les moyens internes et externes de lutte contre l'incendie mis en place par la société Axia sur son site d'Esserts-Blay.

A cet égard, il a été relevé des non-conformités qui conduisent à proposer à Monsieur Le Préfet de mettre en demeure l'exploitant d'engager les actions correctives suivantes :

- sous 24 heures, rétablir la voie de circulation autour du hangar de stockage des déchets non dangereux selon les dispositions de l'article 6.3.4 de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015.
- Sous un délai d'un mois :
 - s'assurer du maintien de la performance de la motopompe incendie notamment en laissant sur l'équipement la batterie pour le démarrage du moteur thermique, d'organiser l'entretien de la buse d'aspiration et de contrôler l'état des flexibles d'aspiration et de refoulement.
 - mettre en conformité le RIA situé à proximité du bâtiment de traitement des VHU
- Sous un délai de trois mois :
 - mettre en conformité l'aire d'aspiration située en limite sud du site et son accès à la voie d'engin, aux dispositions du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI).
 - mettre en place des moyens complémentaires de défense extérieure de lutte contre l'incendie permettant un débit de 30 m³/h pendant deux heures et répondant aux dispositions du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie.
 - réaliser le contrôle de tous les RIA implantés sur le site par un organisme agréé. Ce contrôle sera à programmer annuellement.
 - nettoyer et curer le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie en retirant notamment la végétation présente et s'assurer de l'étanchéité de cet ouvrage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Groupe motopompe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement dispose à proximité du plan d'eau un groupe motopompe faisant parti des moyens internes de lutte contre l'incendie. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température, et notamment en période de gel.
Constats : Lors de la visite d'inspection il a été demandé à l'exploitant de mettre en œuvre la motopompe. Il a fallu au préalable mettre en place la batterie entreposée dans un des bâtiments et mettre en pression le circuit hydraulique. La moto pompe n'a projeté de l'eau qu'au bout de cinq minutes, la crépine plongée dans le plan d'eau étant obturée. Par ailleurs, des fuites d'eaux ont été constatées sur le tuyau de la lance incendie.
Proposition de l'inspection : L'exploitant doit s'assurer du maintien de la performance de la motopompe incendie notamment en laissant sur l'équipement la batterie pour le démarrage du moteur thermique, d'organiser l'entretien de la buse d'aspiration et de contrôler l'état des flexibles d'aspiration et de refoulement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plate-forme de pompage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En l'absence d'hydrants, les moyens externes de lutte contre l'incendie sont constitués par la proximité immédiate d'un lac au bord duquel est aménagée une plate forme de pompage accessible aux engins des services de secours.</p>
<p>Constats : Il a été constaté la présence d'une plate-forme de pompage donnant l'accès au plan d'eau situé en limite du site de la société Axia. Cette installation est dimensionnée pour l'utilisation de la motopompe mais ne répond pas aux exigences du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) qui détermine notamment les dispositions à respecter pour faciliter l'accès du point d'eau incendie naturel ou artificiel (PENA) aux engins d'intervention. Sur ce point, la superficie de l'aire d'aspiration doit présenter un minimum de 32 m² (8m x 4m) et la voie d'engin doit permettre, sans manœuvre, la mise en station d'un engin d'incendie.</p> <p>Lors d'un essai d'aspiration réalisé par les pompiers d'Albertville le 12 juillet 2023, il est relevé que la largeur de l'aire d'aspiration est insuffisante (inférieure à 4 m) et que son accès n'est pas facilité, il n'est pas pris en compte le rayon de braquage des véhicules d'intervention de la voie d'engin à l'accès à la plateforme d'aspiration.</p>
Proposition de l'inspection : L'exploit doit sous un délai de trois mois mettre en conformité l'aire d'aspiration situé en limite sud du site et son accès à la voie d'engin, aux dispositions du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Défense extérieure contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 6.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant maintient en place et entretient l'ensemble des équipements de sécurité mentionnés dans l'étude de dangers figurant dans le dossier de demande d'autorisation et ses compléments.</p> <p>Il met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans cette étude.</p> <p>L'étude des besoins en eau évalués par les services du SDIS lors du dépôt du dossier de demande d'autorisation d'exploité datée du 26 février 2002 sont estimés à 150m³/h disponible pendant deux heures. Cette prescription a été reprise à l'arrêté d'autorisation daté du 07 février 2003 et non remise en cause par l'arrêté du 1^{er} octobre 2015.</p>
<p>Constats : La visite du site a permis de constater qu'aucun poteau d'incendie n'est situé à moins de 100 m de l'établissement (le premier étant à plus de 400 m en zone industrielle). Par ailleurs, aucune autre réserve d'eau n'est disponible hormis le plan d'eau. Or, l'aire d'aspiration de ce dernier permet à un engin pompe de délivrer 120 m²/h. En conséquence, les besoins en eaux</p>

d'extinction d'incendie évalués à 150 m ³ /h pendant deux heures ne sont pas atteints.
Proposition de l'inspection : L'exploitant doit sous un délai de trois mois mettre en place des moyens complémentaires de défense extérieure de lutte contre l'incendie permettant un débit de 30 m ³ /h pendant deux heures et répondant aux dispositions du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Maintenance et vérification périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 6.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des matériels de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure la maintenance et l'entretien des matériels de sécurité, de détection et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Ces vérifications sont consignées sur un registre mentionnant également les suites données, et adjoint au dossier 'installations classées' prévu à l'Article 1.5.11.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté les rapports de vérification des extincteurs du site, la dernière intervention date du 18 avril 2023. Toutefois, il n'a pas été démontré l'entretien et la maintenance des RIA installés sur le site.</p> <p>Lors de la visite des installations, il est relevé qu'aucun marquage attestant du contrôle des RIA est apposé sur les équipements. De plus, le RIA situé à proximité du bâtiment de traitement des VHU est hors d'usage, la lance étant cassée (Cf. photo).</p>
Proposition de l'inspection : L'exploitant doit sous un délai excédant pas un mois, mettre en conformité le RIA situé à proximité du bâtiment de traitement des VHU et, sous un délai de trois mois, réaliser le contrôle de tous les RIA implantés sur le site par un organisme agréé. Ce contrôle sera à programmer annuellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Accessibilité des services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 6.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Voie engin
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments et stockages extérieurs sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours, qui doivent pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins. En particulier, une voie engin sera aménagée et accessible en permanence...</p> <p>Les voies de circulation sont aménagées et entretenues pour permettre à tout moment l'évolution sans difficulté de ces services.</p>
<p>Constats : Lors de la visite des installations, il est relevé la présence de quatre bennes disposées dans l'angle sud-est de la voie d'engin longeant le hangar de stockage des déchets non dangereux, bloquant ainsi la voie de circulation.</p>
Proposition de l'inspection : L'exploitant doit sous 24 heures, rétablir la voie de circulation autour du hangar de stockage des déchets non dangereux selon les dispositions de l'article 6.3.4 de

l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 jour

N° 6 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Vanne d'isolement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système permet l'isolement des réseaux de collecte des eaux pluviales potentiellement polluées de l'établissement par rapport à l'extérieur.</p> <p>Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats : Les pompiers d'Albertville ont actionné la fermeture et l'ouverture la vanne d'isolement du site sans difficulté particulière.</p> <p>Toutefois, la vanne ne peut être activée qu'en descendant dans le regard relié au réseau, en conséquence l'exploitant doit mettre en œuvre des mesures pour garantir tout risque d'asphyxie du personnel devant actionner ce dispositif lors d'un sinistre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est doté d'un bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie présentant à tout moment un volume disponible de 300 m³.</p>
<p>Constats : L'exploitant nous a conduit sur la partie du site d'implantation du bassin de rétention. Le fond du bassin est couvert de végétation et la bâche d'étanchéité recouvrant l'ouvrage présente des usures qui montrent la toile de support non couverte de matière étanche. Par ailleurs des végétaux poussent sur les flancs de la rétention (Cf annexe). Ces éléments démontrent que les parois du bassin de rétention ne sont plus étanches.</p>
<p>Proposition de l'inspection : L'exploitant doit sous un délai de trois mois, nettoyer et curer le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie en retirant notamment la végétation présente et s'assurer de l'étanchéité de cet ouvrage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.6.1-III
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les capacités de rétention sont correctement entretenues, et vidées dès que possible des eaux</p>

pluviales susceptibles de s'y être accumulées.
Constats : Il est constaté la présence d'huiles dans la rétention des bennes situées au font de l'atelier de dépollution des VHU (Cf annexe). L'exploitant déclare que cette rétention est vidée annuellement. Au vu de la quantité importante de produit présent dans la rétention il convient de la vider plus régulièrement.
Proposition de l'inspection : L'exploitant doit sous une semaine vidanger et nettoyer la rétention disposée sous les bennes situées au font de l'atelier de dépollution des VHU. Par ailleurs, il doit s'assurer que les rétentions soient vidées régulièrement conformément aux dispositions de l'article 3.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1 ^{er} octobre 2015.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 jours

N° 9 : Entreposage des déchets non conformes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure ICPE-2022-044 du 03/08/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage de bouteilles de gaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de respecter la superficie ou les volumes limites autorisés fixés aux articles 1.2.2 et 7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015, et les dispositions de l'article 7.1.5 relatif aux déchets non conformes, l'exploitant devra faire évacuer, vers les installations appropriées et conformes à la réglementation, les 3 bennes de bouteilles de gaz constatées lors des visites du 6 mai et 13 juin 2022.</p>
<p>Constats : Lors de la précédente visite en date du 19 octobre 2022 il a été constaté que l'exploitant avait mis en œuvre des mesures correctives en évacuant la majorité des bouteilles de gaz présentes sur son site. De plus, par courriels du 30 mai 2023, l'exploitant a transmis les justificatifs d'enlèvement de toutes les bouteilles de gaz de son site.</p> <p>La visite d'inspection a permis de constater de la mise en place d'une benne identifiée et isolée des autres zones de stockage des déchets. Cette dernière est dédiée aux déchets métalliques non-conformes et le jour de l'inspection aucune bouteille de gaz non neutralisée n'a été relevée.</p>
Proposition de l'inspection : L'inspection propose à Monsieur Le préfet de prendre acte de l'évacuation des bouteilles de gaz du site ce qui satisfait aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure ICPE-2022-044 du 03 août 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

ANNEXE

Planche Photographique

Axia Pouget

Inspection du 06 juillet 2023



Présence de bennes sur la voie d'engin



Rétention bennes - local dépollution des VHU



Bassin de rétention des eaux d'extinction d'un incendie



RIA hors service